



Marché à procédure adaptée avec publicité et mise en concurrence

Conception et réalisation des illuminations de fin d'année

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

COMMUNE DE FAYENCE

3 boulevard de l'Annonciade – 83 440 FAYENCE

Tél. 04.94.39.15.25 – Courrier électronique : commande.publique@ville-fayence.fr

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le Maire

Objet de la consultation

Conception et réalisation des illuminations de fin d'année de la commune de Fayence

Remise des offres

Date limite de réception des offres : lundi 1^{er} juin 2026 à 12h00

Table des matières

Article 1 – Objet du marché	4
Article 2 – Contexte urbain et contraintes générales.....	4
Article 3 – Orientation artistique et objectifs qualitatifs	5
Article 4 – Organisation annuelle et réunion de conception	5
Article 5 – Implantation par secteurs.....	6
5.1 – Centre ancien.....	6
5.2 – Entrées de quartiers et axes d'accès	6
5.3 – Évolution annuelle des secteurs	6
5.4 – Cohérence d'ensemble	6
Article 6 – Exigences techniques générales	6
6.1 – Technologie et performance énergétique	7
6.2 – Qualité esthétique et homogénéité lumineuse	7
6.3 – Sécurité et stabilité.....	7
6.4 – Conformité réglementaire.....	7
Article 7 – Sécurité et réglementation	7
7.1 – Sécurisation des interventions.....	7
7.2 – Respect du domaine public	8
7.3 – Coordination avec la collectivité.....	8
7.4 – Conditions météorologiques.....	8
Article 8 – Maintenance et continuité de service	8
8.1 – Astreinte.....	8
8.2 – Délai d'intervention.....	8
8.3 – Nature des interventions	9
8.4 – Suivi des interventions.....	9
8.5 – Analyse et amélioration	9
Article 9 – Installation et dépose.....	9
9.1 – Planning d'intervention.....	9
9.2 – Conditions d'installation.....	10
9.3 – Dépose et remise en état	10
9.4 – Rapport de fin de campagne	10
Article 10 – Engagement environnemental.....	10
10.1 – Performance énergétique.....	10
10.2 – Durabilité du matériel.....	11
10.3 – Gestion des déchets	11
10.4 – Réduction des nuisances	11

10.5 – Programmation des horaires de fonctionnement.....	11
Article 11 – Documents à remettre	11
11.1 – Documents à remettre à l'appui de l'offre	11
11.2 – Documents à remettre chaque année	12
11.3 – Documents en cours d'exécution	12
Article 12 – Suivi et bilan annuel.....	12

Article 1 – Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objectif de définir les conditions techniques relatives à la conception et à la mise en œuvre d'un dispositif d'illuminations de fin d'année sur le territoire de la commune de Fayence.

Le marché comprend notamment :

- la conception annuelle du dispositif lumineux ;
- la fourniture en location des décors et équipements nécessaires ;
- l'installation, le raccordement et la sécurisation des dispositifs ;
- la maintenance et les interventions pendant toute la période d'illumination ;
- la dépose des installations et la remise en état des sites.

Le dispositif devra répondre aux exigences techniques et qualitatives définies au présent document.

Article 2 – Contexte urbain et contraintes générales

La commune de Fayence présente un centre ancien caractérisé par un tissu urbain dense, des voiries étroites, des façades à caractère patrimonial et des variations significatives de niveau.

Les dispositifs lumineux devront être conçus en tenant compte :

- de la configuration des rues et des places ;
- des hauteurs disponibles et des variations de pente ;
- des contraintes liées aux réseaux existants (réseaux aériens, mobilier urbain, candélabres) ;
- des exigences de préservation du patrimoine bâti ;
- des conditions de circulation et de sécurité des piétons.

Les dispositifs devront être dimensionnés de manière à ne pas entraver l'accès des services de secours.

Aucune fixation par perçage des façades ou altération des éléments patrimoniaux ne sera autorisée, sauf accord exprès et préalable de la collectivité.

Les systèmes de fixation devront être non invasifs, adaptés aux supports existants et garantir la stabilité des installations sans détérioration des bâtiments.

Les câblages et dispositifs techniques devront être intégrés de manière discrète afin de préserver la qualité esthétique du centre ancien.

La place de l'Église accueille traditionnellement un sapin de grande dimension installé par la commune. Les proportions d'implantation devront tenir compte de cet élément structurant et ne pas compromettre son installation ni sa mise en valeur.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des caractéristiques urbaines et techniques des sites d'implantation.

Une visite sur site préalable à la remise des offres est obligatoire. Elle donnera lieu à la remise d'une attestation signée par la collectivité.

Article 3 – Orientation artistique et objectifs qualitatifs

Le dispositif d'illuminations devra s'inscrire dans une démarche qualitative visant à structurer visuellement les espaces publics et à renforcer l'attractivité du centre ancien.

Le centre ancien constitue le secteur prioritaire du projet. Il devra faire l'objet d'un traitement renforcé permettant de créer une ambiance lumineuse immersive, cohérente et enveloppante.

À ce titre, les propositions devront notamment :

- privilégier des dispositifs créant une continuité visuelle entre les rues et les places ;
- favoriser une perception homogène et structurée des espaces ;
- exploiter les hauteurs disponibles et les perspectives urbaines,
- contribuer à la mise en valeur des cheminements piétons.

Les solutions techniques retenues (traversées, ciels lumineux, dispositifs suspendus ou équivalents) sont laissées à l'appréciation du candidat, sous réserve qu'elles répondent aux objectifs de résultat définis ci-dessus.

En complément du centre ancien, une attention particulière devra être portée à la mise en valeur des entrées de quartiers et des axes d'accès à la commune, afin d'assurer une cohérence d'ensemble du dispositif lumineux à l'échelle communale.

Le dispositif proposé devra éviter toute surcharge visuelle et s'inscrire dans une démarche équilibrée, respectueuse du caractère patrimonial des lieux.

Article 4 – Organisation annuelle et réunion de conception

Chaque année, une réunion de préparation et de conception du dispositif d'illuminations est organisée entre le titulaire et les représentants de la collectivité.

Cette réunion se tient au cours des mois de juin ou juillet précédant la période d'illumination.

Le titulaire devra transmettre sa proposition annuelle au moins quinze (15) jours avant la date fixée pour la réunion.

Cette proposition comprend notamment :

- une note d'intention artistique ;
- un plan d'implantation détaillé par secteur ;
- une description des dispositifs envisagés ;
- les adaptations ou évolutions proposées par rapport à l'année précédente.

La proposition doit être conforme aux objectifs définis au présent CCTP et respecter le montant contractuel annuel du marché.

À l'issue de la réunion, les orientations retenues par la collectivité font l'objet d'une validation formelle.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre le dispositif validé. Aucune prestation complémentaire ne pourra être facturée au titre des ajustements intervenus dans le cadre de cette réunion, dès lors qu'ils s'inscrivent dans le périmètre du marché.

Article 5 – Implantation par secteurs

Le dispositif d'illuminations devra être structuré à l'échelle communale selon une organisation hiérarchisée des secteurs.

5.1 – Centre ancien

Le centre ancien constitue le secteur prioritaire du projet.

Il devra faire l'objet d'un traitement renforcé, permettant de créer une continuité lumineuse perceptible et une ambiance immersive dans les rues et espaces publics concernés.

Les propositions devront prendre en compte :

- les axes structurants du centre ancien ;
- les cheminements principaux ;
- les perspectives urbaines et points de convergence ;
- la présence du sapin installé place de l'Église.

Le dispositif devra être conçu de manière à créer une lecture cohérente et homogène de l'ensemble du centre ancien.

5.2 – Entrées de quartiers et axes d'accès

En complément du centre ancien, les propositions devront intégrer une mise en valeur des entrées de quartiers et des principaux axes d'accès à la commune.

L'objectif est de marquer visuellement les points d'entrée et d'assurer une transition qualitative vers le centre ancien.

Les dispositifs implantés dans ces secteurs devront s'inscrire dans une cohérence esthétique globale avec le traitement du centre ancien.

5.3 – Évolution annuelle des secteurs

Les secteurs concernés et les modalités d'implantation pourront évoluer d'une année sur l'autre, dans le cadre de la réunion annuelle prévue à l'article 4, afin d'adapter le dispositif aux orientations retenues par la collectivité.

5.4 – Cohérence d'ensemble

Le candidat devra proposer une implantation assurant une articulation harmonieuse entre les différents secteurs.

Le dispositif ne devra pas se limiter à une juxtaposition de motifs isolés mais constituer un ensemble structuré et lisible à l'échelle communale.

Article 6 – Exigences techniques générales

Les dispositifs lumineux devront être conçus et installés dans le respect des normes en vigueur applicables aux installations électriques temporaires et à l'éclairage festif.

6.1 – Technologie et performance énergétique

Les dispositifs devront être majoritairement composés de sources lumineuses de type LED ou technologie équivalente à haute efficacité énergétique.

Le titulaire veillera à optimiser la consommation énergétique globale du dispositif, sans altérer la qualité visuelle et l'intensité lumineuse nécessaires à l'ambiance immersive recherchée.

À la demande de la collectivité, le titulaire devra être en mesure de fournir une estimation de la puissance installée.

6.2 – Qualité esthétique et homogénéité lumineuse

Les décors proposés devront être en parfait état d'usage, propres, esthétiquement homogènes et exempts de défaut visible.

Le matériel présentant des signes d'usure excessive, de décoloration, de dysfonctionnement partiel ou d'obsolescence esthétique ne sera pas admis.

Les câblages et dispositifs techniques devront être discrets et intégrés avec soin.

Une attention particulière devra être portée à l'homogénéité des températures de couleur au sein d'un même secteur, afin d'éviter toute dissonance visuelle.

6.3 – Sécurité et stabilité

Les installations devront être dimensionnées pour résister aux conditions météorologiques saisonnières, notamment au vent.

Les systèmes de fixation devront garantir la stabilité et la sécurité des dispositifs pendant toute la période d'illumination.

Les installations ne devront présenter aucun risque pour les usagers de l'espace public.

6.4 – Conformité réglementaire

L'ensemble des installations devra être conforme aux normes électriques et réglementations en vigueur au moment de l'exécution du marché.

Le titulaire demeure responsable du respect des obligations techniques et de sécurité applicables.

Article 7 – Sécurité et réglementation

Le titulaire est responsable de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures nécessaires à la sécurité des personnes et des biens pendant les phases d'installation, d'exploitation et de dépose des dispositifs lumineux.

7.1 – Sécurisation des interventions

Le titulaire devra assurer :

- le balisage et la signalisation adaptés des zones d'intervention ;
- la protection des piétons et des usagers de la voie publique ;

- la mise en place de dispositifs de prévention des chutes d'objets ;
- le respect des règles de circulation et d'accessibilité.

Les interventions devront être organisées de manière à limiter les perturbations pour les riverains, les commerces et la circulation.

7.2 – Respect du domaine public

Toute intervention sur le domaine public devra être réalisée dans le respect de la réglementation applicable.

Le titulaire prendra toutes dispositions nécessaires pour préserver les équipements publics, le mobilier urbain et les réseaux existants.

En cas de dégradation constatée, la remise en état sera effectuée aux frais du titulaire.

7.3 – Coordination avec la collectivité

Le titulaire devra se coordonner avec les services municipaux pour l'organisation des interventions, notamment en cas :

- d'évènements municipaux ;
- de contraintes de circulation particulières ;
- d'interventions techniques concomitantes.

7.4 – Conditions météorologiques

Le titulaire devra adapter son planning d'intervention aux conditions météorologiques et s'assurer que les opérations d'installation ou de dépose sont réalisées dans des conditions garantissant la sécurité.

En cas d'évènement climatique susceptible de compromettre la stabilité des installations, le titulaire devra prendre toute mesure corrective nécessaire dans les meilleurs délais.

Article 8 – Maintenance et continuité de service

Le titulaire assure la maintenance complète des installations pendant toute la période d'illumination.

8.1 – Astreinte

Le titulaire met en place un dispositif opérationnel sept (7) jours sur sept, y compris week-end et jours fériés, pendant toute la période d'illumination.

Il communique à la collectivité un numéro de contact et une adresse électronique dédiés aux signalements.

8.2 – Délai d'intervention

En cas de dysfonctionnement signalé par la collectivité, le titulaire devra intervenir dans le délai contractuel qu'il aura indiqué dans l'Acte d'Engagement, sans que celui-ci puisse excéder vingt-quatre (24) heures.

Le délai court à compter du signalement effectué par téléphone ou par courrier électronique.

8.3 – Nature des interventions

Le titulaire devra procéder à la remise en fonctionnement complète des dispositifs défectueux dans les meilleurs délais.

Lorsque la réparation immédiate n'est pas possible, des mesures provisoires devront être mises en œuvre afin de limiter l'impact visuel du dysfonctionnement.

8.4 – Suivi des interventions

Le titulaire tiendra un registre des interventions mentionnant :

- la date et l'heure du signalement ;
- la nature du dysfonctionnement ;
- la date et l'heure d'intervention ;
- les actions correctives réalisées.

Ce registre sera transmis à la collectivité à l'issue de la période d'illumination.

8.5 – Analyse et amélioration

En cas de dysfonctionnements répétés ou d'un nombre d'interventions anormalement élevé sur un secteur ou un dispositif donné, le titulaire devra proposer des pistes d'amélioration technique ou organisationnelle dans le cadre du bilan annuel.

Ces propositions pourront porter notamment sur :

- le choix des dispositifs ;
- les modalités de fixation ;
- la protection des équipements ;
- l'implantation des éléments lumineux.

En cas de défaillances répétées affectant un dispositif donné, la collectivité pourra exiger son remplacement ou son adaptation, sans surcoût pour la collectivité, dès lors que ces dysfonctionnements résultent d'un défaut du matériel ou de son installation.

Article 9 – Installation et dépose

9.1 – Planning d'intervention

Le titulaire devra transmettre à la collectivité, au plus tard quinze (15) jours avant le début des opérations d'installation, un planning détaillé précisant :

- les dates et horaires d'intervention ;
- les secteurs concernés ;
- les phases de pose et de raccordement ;
- les essais prévisionnels.

Ce planning devra être validé par la collectivité avant le démarrage des opérations.

9.2 – Conditions d'installation

Les opérations d'installation devront être réalisées dans le respect :

- des contraintes urbaines et patrimoniales ;
- de la sécurité des usagers ;
- des prescriptions techniques définies au présent CCTP.

Les véhicules et moyens d'intervention utilisés devront être adaptés à la configuration des rues et des accès, notamment dans le centre ancien.

Le titulaire veillera à limiter les nuisances pour les riverains et les commerçants.

Les zones d'intervention devront être laissées propres à l'issue de chaque journée de chantier.

9.3 – Dépose et remise en état

La dépose des installations devra être effectuée selon le calendrier défini avec la collectivité.

À l'issue de la dépose, le titulaire devra :

- retirer l'ensemble des éléments lumineux et dispositifs de fixation ;
- enlever les câblages et accessoires temporaires ;
- procéder au nettoyage des zones d'intervention ;
- s'assurer de l'absence de dégradation des supports.

Toute dégradation constatée sera réparée aux frais du titulaire.

9.4 – Rapport de fin de campagne

À l'issue de la période d'illumination et après la dépose complète des installations, le titulaire transmettra à la collectivité un rapport de fin de campagne comprenant notamment :

- un bilan des interventions réalisées ;
- un état des supports utilisés ;
- les éventuelles difficultés rencontrées ;
- des recommandations techniques pour les éditions suivantes.

Article 10 – Engagement environnemental

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre le dispositif d'illuminations dans une démarche de maîtrise de l'impact environnemental.

10.1 – Performance énergétique

Les dispositifs devront privilégier des équipements à haute efficacité énergétique.

Le titulaire veillera à optimiser la consommation globale du dispositif, sans compromettre la qualité visuelle et l'intensité lumineuse nécessaires à l'ambiance recherchée.

10.2 – Durabilité du matériel

Le titulaire devra utiliser du matériel réutilisable, en bon état de fonctionnement et entretenu régulièrement.

Les décors détériorés ou présentant des signes d'usure excessive devront être remplacés.

10.3 – Gestion des déchets

À l'issue de la dépose, le titulaire procédera à l'évacuation et au traitement des déchets liés à son intervention, conformément à la réglementation en vigueur.

Les emballages et éléments techniques temporaires devront être retirés intégralement.

10.4 – Réduction des nuisances

Le titulaire devra limiter autant que possible :

- les nuisances sonores liées aux interventions ;
- les consommations énergétiques inutiles ;
- les impacts visuels négatifs des équipements techniques.

10.5 – Programmation des horaires de fonctionnement

Les dispositifs lumineux devront être équipés de systèmes de programmation permettant la gestion automatisée des horaires d'allumage et d'extinction.

Les plages horaires de fonctionnement seront définies chaque année par la collectivité, dans le cadre de la réunion annuelle prévue à l'article 4.

Le titulaire devra veiller à la mise en œuvre effective de ces programmations et à leur bon fonctionnement pendant toute la période d'illumination.

Article 11 – Documents à remettre

11.1 – Documents à remettre à l'appui de l'offre

Le candidat devra remettre, à l'appui de son offre :

- un mémoire technique détaillant sa compréhension du projet et sa méthodologie ;
- une note d'intention artistique présentant l'orientation proposée ;
- un plan d'implantation prévisionnel par secteur ;
- des visuels ou simulations permettant d'apprécier le rendu des dispositifs proposés ;
- des fiches techniques des principaux équipements envisagés.

Le candidat devra fournir au minimum une simulation visuelle illustrant le traitement immersif d'un axe structurant du centre ancien.

Ces éléments devront permettre d'apprécier la cohérence, la qualité esthétique et la faisabilité technique du dispositif proposé.

11.2 – Documents à remettre chaque année

Dans le cadre de la réunion annuelle prévue à l'article 4, le titulaire devra transmettre :

- une proposition annuelle actualisée ;
- un plan d'implantation détaillé ;
- une description des dispositifs retenus ;
- le cas échéant, les évolutions envisagées.

11.3 – Documents en cours d'exécution

Le titulaire devra transmettre à la collectivité :

- le planning d'installation et de dépose ;
- les attestations d'assurance en cours de validité ;
- le registre des interventions mentionné à l'article 8 ;
- le rapport de fin de campagne mentionné à l'article 9.

Article 12 – Suivi et bilan annuel

À l'issue de chaque période d'illumination et après la dépose complète des installations, une réunion de bilan pourra être organisée entre le titulaire et les représentants de la collectivité.

Cette réunion a pour objet :

- d'analyser le déroulement de la campagne écoulée ;
- d'examiner les éventuels dysfonctionnements constatés ;
- d'évaluer la qualité esthétique et technique du dispositif ;
- d'identifier les points d'amélioration pour l'année suivante.

Le titulaire présentera à cette occasion :

- le rapport de fin de campagne mentionné à l'article 9 ;
- le registre des interventions mentionné à l'article 8 ;
- le cas échéant, des propositions d'optimisation technique ou artistique.

Les conclusions de ce bilan pourront être prises en compte lors de la réunion annuelle de conception prévue à l'article 4.